

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le Président Ronald Reagan

Ronald Wilson Reagan est né le 6 février 1911 à Tampico, en Illinois. Il a obtenu en 1932 un diplôme en économie et en sociologie du collège Eureka (Illinois). Après une brève carrière de commentateur et de rédacteur sportif, M. Reagan est allé s'installer en Californie pour y travailler dans le domaine du cinéma.

Il a entrepris sa carrière politique en se faisant élire gouverneur de la Californie en 1966, poste auquel il a été réélu en 1970. Après une vaine tentative en 1976, il a été nommé candidat à la présidence par la Convention nationale du Parti républicain en juillet 1980. Il a été élu Président des États-Unis le 4 novembre suivant, puis a obtenu un second mandat en 1984.

Le Président Reagan en sera à Venise à son septième Sommet économique. Il sera accompagné du secrétaire d'État George Shultz et du secrétaire au Trésor James Baker. Son représentant personnel est M. Allen Wallis.

Relations commerciales et économiques

D'après les chiffres de Statistique Canada pour 1986, le volume total des échanges de marchandises a atteint 172 milliards SCAN, le Canada ayant exporté pour 94 milliards SCAN et importé pour 77 milliards SCAN. C'est donc dire que près de 78 p. cent de toutes les exportations canadiennes sont allées aux États-Unis et qu'environ 70 p. cent des importations canadiennes provenaient de ce pays. Pour les États-Unis, ces échanges représentent plus de 20 p. cent des exportations totales, et environ 18 p. cent des importations totales. Le Canada constitue un marché en expansion pour les États-Unis car, selon Statistique Canada, la valeur des exportations américaines au Canada a augmenté de 4,3 p. cent en 1986, après une hausse de 12,7 p. cent en 1985.

Le 26 septembre 1985, le Canada a proposé officiellement aux États-Unis de négocier un accord commercial bilatéral. En avril 1986, le Sénat américain a autorisé le Président Reagan à mener les négociations selon la «procédure accélérée», et les discussions ont commencé en mai. Pour pouvoir respecter les échéances, c'est-à-dire pour qu'un accord soit approuvé au plus tard en janvier 1988, une ébauche devra être soumise au Congrès d'ici octobre 1987. Les négociations vont

bon train et les deux parties sont confiantes de pouvoir respecter l'échéancier.

Les négociations portent sur les barrières tarifaires et non tarifaires. Le Canada s'est donné pour objectifs de protéger ses exportations des mesures protectionnistes, d'élargir son accès aux marchés et d'améliorer la productivité par des chaînes de production plus longues et une concurrence accrue. Ses priorités sont les mesures de protection spéciales, les marchés publics et les arrangements institutionnels, y compris les mécanismes de règlement des différends. De leur côté, les États-Unis ont comme priorités les tarifs, les marchés publics et les «nouvelles» questions rattachées au commerce (services, propriété intellectuelle et investissements).

Le Canada et les États-Unis sont l'un pour l'autre le plus important destinataire des investissements à l'étranger. En 1986, les États-Unis avaient au Canada pour environ 129 milliards SCAN en investissements directs et de portefeuille, tandis que ceux du Canada aux États-Unis étaient évalués à 54 milliards SCAN.

Aperçu de la situation économique des États-Unis

L'économie américaine a connu en 1986 sa quatrième année consécutive d'expansion depuis la récession de 1981-1982. Le PNB réel s'est accru de 2,5 p. cent, ce qui représentait une deuxième année de croissance modérée après la forte croissance de 1983 et 1984. Depuis le milieu de 1984, la demande intérieure a connu une assez bonne croissance, mais celle-ci a été largement atténuée par la détérioration de la balance commerciale des États-Unis. La demande intérieure a augmenté de 3,6 p. cent en 1986. Les importations réelles ont toutefois progressé trois fois plus vite, et les exportations ont tardé à réagir à la forte dépréciation du dollar. En 1986, le déficit commercial des États-Unis a atteint un record de 169,8 milliards \$ (coût, assurance, fret [CAF]). À 221 milliards \$, le déficit budgétaire a lui aussi atteint un niveau record.

De 1,1 p. cent au trimestre précédent, la croissance réelle du PNB est passée à 4,4 p. cent au premier trimestre de 1987. Ce bond résulte du passage d'une politique de déstockage à une politique d'accumulation de stocks et par l'amélioration des termes de l'échange réels. La demande intérieure finale a diminué de 3,5 p. cent, ce qui est dû pour beaucoup au déclin